SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 AOUT 1919

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi accordant amnistie pour certaines infractions commises avant le 4 août 1919.

(Voir les n^{os} 266, 300, les Ann. parl. de la Chambre des Représentants
des 8 et 13 août 1919 et le n^o 152 du Sénat.)

Présents : MM. le comte GOBLET D'ALVIELLA, président ; BEHAEGHEL,
BRAUN, DE BECKER REMY, DU BOST, Edgar VERCROY et le baron
ORBAN DE XIVRY, rapporteur.

MESSIEURS,

Il est de tradition dans notre pays de célébrer chacun des grands événements heureux de notre vie nationale par des mesures de clémence ; il ne pourrait en être autrement à l'heure où se scèle la paix consacrant notre indépendance que la vaillance de nos soldats, aidés par nos fidèles alliés, a reconquise.

Cette amnistie est d'autant plus justifiée que certains faits qui ont appelé ou doivent appeler la répression trouvent certaines excuses dans les bouleversements que la guerre et l'occupation ont apportés à la mentalité de beaucoup de nos concitoyens et à l'ordre des choses.

Avec une indépendance et un courage auxquels le barreau et la magistrature de tous les pays libres ont rendu hommage, nos Cours et nos Tribunaux ont suspendu leurs travaux dans des circonstances que tous nous avons encore présents à la mémoire ; aussi l'arriéré contre lequel nous protestions déjà avant la guerre s'est-il considérablement accru ; plus de 250,000 affaires seraient en suspens, dit-on, dans le ressort de la Cour de Bruxelles ; aussi est-il impossible de prévoir quand la répression pourra reprendre son cours normal, indispensable cependant à notre restauration nationale.

Il fallait, dès lors, alléger la besogne énorme devant laquelle se trouvent nos conseillers et nos juges, et c'est ce que fait le projet de loi, en accordant l'amnistie aux auteurs d'infractions qui n'entraîneraient pour eux que des condamnations à l'amende ou à des emprisonnements d'un an au plus,

en même temps que pour les contraventions encourues à raison de délits de même catégorie, qu'il s'agisse de faits posés au cours de la guerre ou antérieurement à celle-ci.

Dans les mêmes conditions, elle permet aux chambres du conseil d'accorder le pardon aux délinquants dont l'affaire, en état, est sur le point de se voir appelée devant les tribunaux. M. le Ministre de la Justice s'est engagé à donner aux Parquets le conseil de laisser sans suite les poursuites qui ne paraîtraient pas devoir aboutir à une condamnation supérieure à un an de prison.

L'article 3 excepte du bénéfice de la loi certaines catégories d'infractions contre la sûreté de l'État, l'ordre des familles, la santé et la moralité publiques ou qui ont été créées au cours de la guerre par des lois et arrêtés-lois qui pourvurent aux nécessités spéciales du pays, comme le fait remarquer l'exposé des motifs, en ce qui touche notamment l'alimentation publique et la circulation monétaire.

Les condamnations prononcées conditionnellement dans les cas de ce genre seraient toutefois effacées par la loi d'amnistie.

A part quelques corrections de détail proposées à la séance de la Chambre des Représentants par le rapporteur M. Destrée, en la séance du 8 août dernier, le Projet de Loi a été adopté tel qu'il avait été admis par la Section centrale ; il a été voté le 13 août à l'unanimité des 110 membres présents ; c'est à l'unanimité aussi que votre Commission de la Justice vous propose l'adoption.

Le Rapporteur,
Baron ORBAN DE XIVRY.

Le Président,
Comte GOBLET D'ALVIELLA.